



## Annexe 3 - Fiche action

### "Grands projets de RDI, liés aux filières prioritaires"


(voir le "[guide méthodologique de mise en œuvre](#)" du Programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027)

## Une Europe plus intelligente

Fonds	FEDER
Priorité 1	Soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France.
Objectif spécifique 1.1	Recherche et innovation.
Type d'action 1.1.1	<b>Soutien aux grands projets de recherche, de développement et d'innovation (RDI) des filières prioritaires de la S3.</b>
<b>Principaux critères de sélection des projets</b>	
Projets financés	<ul style="list-style-type: none"><li>- Soutien aux projets de recherche, développement et d'innovation des PME (dont labellisés Seal of Excellence par la Commission européenne) ;</li><li>- Soutien aux projets collaboratifs de recherche, développement et d'innovation portés par des PME et/ou ETI et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.</li></ul> <p>Les projets financés sont en cohérence avec la stratégie de spécialisation intelligente du FEDER et les appels à projets ciblent spécifiquement des thématiques de la S3.</p> <p>Les thématiques de la S3 découlent du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), dont les six domaines d'innovation stratégiques (DIS) sont intitulés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Numérique, industrie de la donnée et industries créatives ;</li><li>- Ecoconstruction, ville durable et intelligente et énergies vertes et décarbonées ;</li><li>- Aéronautique, spatial, défense et mobilité durable et intelligente ;</li><li>- Santé et soins ;</li><li>- Luxe et cosmétique ;</li><li>- Agriculture, agro-alimentaire et nutrition.</li></ul> <p>Au sein de ces domaines d'innovation stratégiques, l'autorité de gestion a identifié des technologies stratégiques qui font également l'objet d'un suivi et pourront être ciblées dans les appels à projets de la Région (intelligence artificielle, calcul à haute performance, quantique, matériaux et cleantechs, hydrogène, bioproduction, biotechnologies, technologies pour la santé et deeptechs).</p>
Porteurs de projet (groupes cibles) NB : uniquement en consortium	<ul style="list-style-type: none"><li>- PME (plusieurs PME possibles), les ETI étant inéligibles. ;</li><li>- Etablissements de recherche et/ou d'enseignement supérieur, soit publics, soit privés à but non lucratif (dont les fondations de coopération scientifique, les fondations reconnues d'utilité publique et les associations ayant des activités de recherche) ;</li><li>- Pôles de compétitivité, clusters et centres techniques.</li></ul>
Temporalité	Réalisation des opérations à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2025. Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 48 mois sauf dérogation exceptionnelle justifiée par l'AG.

Périmètre géographique	Île-de-France.	
Mode de financement	Subvention.	
Prise en compte des priorités transversales	<p>L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- veiller au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ;</li><li>- prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ;</li><li>- prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées), l'âge ou l'orientation sexuelle ;</li><li>- promouvoir le développement durable.</li></ul>	
Analyse de la faisabilité	<p>La faisabilité de l'opération est analysée au regard de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ;</li><li>- la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ;</li><li>- la capacité de l'opérateur à respecter les obligations communautaires en termes de publicité ;</li><li>- la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat ;</li><li>- la capacité du projet à s'inscrire dans les domaines de la stratégie de spécialisation intelligente (S3).</li></ul>	
Modalités de mise en œuvre		
Taux d'intervention FEDER	<p>Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30 % minimum et 40 % maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement.</p> <p>Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'autorité de gestion.</p>	
Coût total éligible	<p>Le coût total éligible, tel que présenté par le porteur au moment du dépôt et retenu par l'autorité de gestion, sauf dérogation exceptionnelle dûment justifiée ne peut pas être inférieur à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 700 000 euros pour deux partenaires ;</li><li>- 1 000 000 d'euros pour trois partenaires ;</li><li>- 1 200 000 euros pour quatre partenaires.</li></ul>	
Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS règlementaires	<p>Toutes les dépenses (hors des dépenses de personnel) pourront bénéficier d'un forfait de 40 % des dépenses de personnel au regard de son applicabilité en fonction la structuration des coûts dans le plan de financement.</p> <p>Ces options de coûts simplifiés règlementaires sont développées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> ».</p>
	OCS spécifiques	<p>Un Barème standard de coût unitaire (BCU) a été intégré dans le Programme régional 2021-2027 afin de simplifier la gestion et d'éviter de calculer les dépenses de personnel au réel.</p> <p>Il est obligatoire et couvre l'ensemble des frais de personnel (hors apprentis, stagiaires et bénévoles) affectés directement à la réalisation de l'opération. Il correspond au coût unitaire (horaire) déterminé pour le domaine d'activité de l'opération. <b>Il s'applique quel que soit le bénéficiaire.</b></p>

Options de coûts simplifiés (OCS)		<p>Concernant l'actualisation des coûts, en fonction du domaine concerné, la révision du BSCU se base sur l'indice mensuel du coût du travail (ICT) calculé au dernier mois de l'année N-1.</p> <p><b>Il n'y aura pas de révision du coût unitaire (horaire) en cours d'exécution des opérations.</b></p> <p>Le tableau ci-après présente les coûts unitaires (horaires) actualisés au 31 décembre 2023.</p> <table><tr><th>Fonds</th><th>Priorité du programme</th><th>Objectifs spécifiques</th><th>Coût horaire V2</th><th>Date de référence</th><th>Type d'indice INSEE</th><th>Indice de référence</th><th>Indice au 31/12/2023</th><th>Coût 2023</th></tr><tr><td>Feder</td><td>Priorité 1 - Une Europe plus intelligente</td><td>OSp.1.1 - Recherche et innovation</td><td>50,07 €</td><td>31/12/2019</td><td>ICT Domaine M</td><td>120,1</td><td>130,9</td><td>54,57 €</td></tr></table>	Fonds	Priorité du programme	Objectifs spécifiques	Coût horaire V2	Date de référence	Type d'indice INSEE	Indice de référence	Indice au 31/12/2023	Coût 2023	Feder	Priorité 1 - Une Europe plus intelligente	OSp.1.1 - Recherche et innovation	50,07 €	31/12/2019	ICT Domaine M	120,1	130,9	54,57 €
Fonds	Priorité du programme	Objectifs spécifiques	Coût horaire V2	Date de référence	Type d'indice INSEE	Indice de référence	Indice au 31/12/2023	Coût 2023												
Feder	Priorité 1 - Une Europe plus intelligente	OSp.1.1 - Recherche et innovation	50,07 €	31/12/2019	ICT Domaine M	120,1	130,9	54,57 €												
Principaux postes de dépenses éligibles	<p>Les critères d'éligibilité des dépenses sont précisés dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> » :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dépenses d'investissement (acquisition et installation d'équipements, construction et/ou aménagement des locaux destinés à les accueillir) ;</li><li>- les dépenses d'amortissement au prorata de l'utilisation effective sur la durée du projet ;</li><li>- les prestations intellectuelles, prestations de services affectées à 100 % à l'opération ;</li><li>- les dépenses de personnel affectés au projet pour la mise en œuvre scientifique, technique et/ou administrative, évaluées conformément au barème standard de coût unitaire (BSCU) présenté ci-dessus ;</li><li>- les dépenses de communication ;</li><li>- les dépenses de fonctionnement totalement affectées à l'opération : matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait du projet.</li></ul> <p>Les dépenses de fonctionnement liées à des frais courants (électricité, accès internet...) et des dépenses de fonctionnement proratisées ne sont pas éligibles.</p> <p>Les dépenses inférieures à 250 euros sont intégrées dans un taux forfaitaire (40 %).</p>																			
Justificatifs à produire	Au moment du dépôt de la demande	Les différentes pièces justificatives sont listées dans les annexes qui recensent les pièces obligatoires au dépôt de la demande d'aide et au moment de l'instruction. Elles seront également spécifiées dans les appels à projets, ainsi que les pièces spécifiques pour chaque thématique.																		
	Au moment de la remontée des dépenses	<p>Les différentes pièces justificatives sont listées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> » ainsi que la Fiche méthode 3 « <i>Les justificatifs participants et destinataires finaux</i> ».</p> <p>Pour les opérations couvertes par le BSCU dépenses de personnel, les pièces à fournir pour justifier le temps de travail réalisé par le personnel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'état récapitulatif des frais de personnel annuel signé par le bénéficiaire qui listera les personnels rattachés à l'opération ;<ul style="list-style-type: none"><li>o <i>pour les personnels affectés à taux fixe sur l'opération</i> : des copies de fiches de poste ou copies de lettre de mission précisant le taux horaire et le nombre d'heures fixes passés sur l'opération ;</li><li>o <i>pour les personnels affectés de manière variable sur l'opération</i> : des fiches de temps ou des extraits de logiciels de temps signés par le personnel et son supérieur hiérarchique.</li></ul></li></ul>																		
<p><b>Attention</b> : Le service instructeur conserve tous les documents dans un dossier unique. Cette obligation s'applique aussi au bénéficiaire de la subvention. En cas de contrôle, ils devront être en mesure de les fournir.</p>																				

<p><b>Aides d'État</b></p>	<p>Le cadre réglementaire général en matière d'aides d'État est précisé au sein de l'annexe n°8 "<i>Fiche généralités aides d'Etat</i>" du "<a href="#"><i>guide méthodologique de mise en œuvre du Programme régional FEDER-FSE+</i></a>".</p> <p>L'application de la réglementation relative aux aides d'État se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'État au sens de la réglementation européenne. Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.</p> <p>La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas l'autorité de gestion sur la qualification définitive des projets de subventions au regard de la réglementation des aides d'État. Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.</p> <p><b><u>Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :</u></b></p> <p>Les projets qualifiés hors aides d'État, ne respectant pas l'un des cinq critères de l'analyse aide d'État, se feront au cas par cas après instruction du dossier au regard de la communication sur la notion d'aides d'État (2016/C262/01).</p> <p>Les projets entrant dans le champ des aides d'État pourront être soutenus sur la base d'un des textes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, modifié par le Règlement (UE) n°2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023 ;</li> <li>- SA. 111723 Régime cadre excepté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ;</li> <li>- SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ;</li> <li>- Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 ;</li> <li>- Méthodologie de l'intermédiaire transparent.</li> </ul>
<p><b>Aides d'État</b></p>	<div>  <p>Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'État, <b>la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).</b></p> </div> <p>Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.</p> <p>Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide <b>avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question</b>, qui contient au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et la taille de l'entreprise ;</li> <li>- une description du projet, de sa durée et de sa localisation ;</li> <li>- une liste des coûts du projet ;</li> <li>- le type d'aide demandé et son montant.</li> </ul> <p><b>NB : Si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée.</b></p>
<p><b>Commande publique</b></p>	<p>Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.</p> <p>Les <b>personnes morales de droit public</b> sont soumises aux règles de la commande publique (Etat, collectivité territoriale, etc..).</p>

<p>Cas des <b>personnes morales de droit privé</b> soumises à la commande publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les "<i>personnes morales de droit privé</i>", créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général, ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;</li> <li>b) soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;</li> <li>c) soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur.</li> </ul> </li> <li>- les "<i>organismes de droit privé</i>" constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun.</li> </ul> <p><b><u>Pour les porteurs de projet non soumis au code de la commande publique</u></b></p> <p><b>Si le porteur de projet a une procédure interne d'achat, ce sont ces règles qui s'appliquent.</b> Il est nécessaire de la transmettre au service instructeur. A défaut les règles ci-dessous s'appliquent.</p> <p>Les porteurs de projet doivent respecter l'<b>obligation de mise en concurrence</b> pour tout achat de biens, de fournitures ou de services figurant en dépenses directes dans le plan de financement, supérieur ou égal à 1 000 euros HT. La mise en concurrence est <b>justifiée par la fourniture d'au moins trois demandes de devis</b>, le(s) devis fournis et une trace écrite de la sélection du candidat (si l'offre choisie n'est pas la moins-disante).</p> <p><b><u>Pour les porteurs de projet soumis au code de la commande publique</u></b></p> <p><b>Pour les marchés d'une valeur estimée à moins de 40 000 euros HT</b> (seuils qui sont amenés à évoluer), l'acheteur public a pour seule obligation de choisir une offre pertinente, de faire une bonne utilisation des deniers publics et de ne pas contracter systématiquement avec un même fournisseur lorsqu'il y a plusieurs offres susceptibles de répondre à son besoin.</p> <p>L'acheteur doit tracer, de manière proportionnée à l'achat, la consultation, l'analyse et les arguments motivant le choix du prestataire.</p> <p>Si une <b>procédure interne d'achat plus contraignante existe, celle-ci s'applique et doit être transmise au service instructeur</b>. À défaut, les pièces justificatives suivantes doivent être transmises pour tracer les étapes de la procédure de passation (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sollicitations éventuelles de fournisseurs, consultation ;</li> <li>- plusieurs devis, catalogue de fournisseurs présélectionnés ou tout document probant équivalent ;</li> <li>- note de l'acheteur ou tout élément permettant de justifier la sélection du candidat.</li> </ul> <p><b>Au-delà de 40 000 euros HT</b> (seuil actuel) et jusqu'aux seuils formalisés, les règles des marchés à procédure adaptée s'appliquent (sauf procédure interne d'achat plus contraignante).</p>		
<b>Indicateurs</b>	Indicateurs de réalisation	RCO01 – Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) RCO02 - Entreprises soutenues au moyen de subventions
	Indicateurs de résultat	RCR02 - Investissements privés complétant un soutien public (dont : subventions, instruments financiers)
<p>La définition des indicateurs et les modalités de transmission des données relatives à ces indicateurs sont indiquées dans la Fiche méthode 1 "<i>de la demande de subvention au conventionnement</i>".</p> <p><b><u>Suivi de la Stratégie de spécialisation intelligente (S3)</u></b></p> <p>Les lauréats des appels à projets sont amenés à participer activement au suivi de la S3 en fournissant des informations/données complémentaires aux indicateurs du cadre de performance.</p> <p>Cette collaboration est essentielle pour optimiser la mise en œuvre des initiatives financées et pour contribuer à des évaluations de politiques publiques dédiées, garantissant ainsi l'efficacité des actions entreprises dans le cadre du programme FEDER.</p>		

<b>Evaluation de l'objectif spécifique</b>	Une évaluation dédiée à cet Objectif Spécifique (OS) est intégrée dans le plan d'évaluation du Programme régional. Il est possible que les bénéficiaires de l'aide soient invités à partager leurs retours d'expérience afin d'enrichir les analyses au cours de sa mise œuvre. En qualité de bénéficiaires de fonds européens, leur collaboration à ces demandes est essentielle.
<b>Contact</b>	<a href="mailto:AAP-FEDER@iledefrance.fr">AAP-FEDER@iledefrance.fr</a>